

Cette déclaration importante a été faite par le sénateur Kirby.

Tout ce que je veux dire pour le moment, c'est que nous n'avons aucune preuve de ce prétendu coût supplémentaire.

Une voix: Bravo!

Le sénateur MacEachen: Honorables sénateurs, nous restons aussi sceptiques aujourd'hui qu'à l'époque et nous attendons avec intérêt de connaître les diverses méthodes d'établissement des prévisions, puisque le fonctionnaire qui a comparu devant notre comité permanent des finances nationales naïvement admis leur existence.

Honorables sénateurs, lorsqu'il a présenté à l'autre endroit le projet de loi actuellement à l'étude, le ministre des Finances en a profité pour se lancer dans de beaux discours, comme il l'a fait chaque fois qu'il a pris la parole depuis novembre dernier et surtout au cours de l'exposé budgétaire du 23 mai dernier. Je dois dire que l'enthousiasme suscité à la Chambre parmi les conservateurs le 23 mai a tout à fait disparu. C'était aujourd'hui le jour du jugement, où le ministre des Finances a dû apporter sa première modification importante à un document budgétaire dont nous allons démontrer les nombreuses lacunes.

Le sénateur Balfour: Vous êtes un spécialiste de la question.

Le sénateur MacEachen: Le ministre des Finances disait, il y a quelque temps, en présentant ce projet de loi à la Chambre des communes, que ces problèmes constituaient en quelque sorte un cercle vicieux, car les déficits élevés réduisaient notre aptitude à nous occuper du problème du chômage, à son tour, contribuait à alimenter le déficit. Cela, bien sûr, fait partie des théories du ministre des Finances et du gouvernement, et c'est un thème sur lequel je reviendrai en détail avant de terminer.

Le ministre nous dit ensuite que le budget lui-même ne propose rien de réaliste, de juste et d'efficace pour briser ce cercle vicieux. Le chef du parti libéral, le soir du budget, l'avait qualifié d'injuste, ce que le gouvernement vient de reconnaître, aujourd'hui, en acceptant de retirer totalement la désindexation des prestations de sécurité de la vieillesse.

Honorables sénateurs, je n'étais pas au Canada lorsque le budget a été présenté, et je le regrette. A ce moment-là, je faisais partie de la délégation parlementaire, conduite par le Président du Sénat, qui s'est rendue en République fédérale d'Allemagne. Le soir du budget nous étions à Bonn, dans l'un des hôtels qui avaient été examinés, avant le sommet de Bonn, par le personnel du premier ministre et jugés inacceptable pour le repos du premier ministre. C'est pourtant là que logeait la délégation parlementaire conduite par Son Honneur, à l'hôtel Steingenberger. En dehors du fait qu'il ne convenait pas au repos du premier ministre, je me souviendrais de cet hôtel parce que c'est là où, le vendredi matin, j'ai lu les documents budgétaires.

Ce fut un matin bien triste, surtout après avoir lu ce que le ministre avait dit du traitement des problèmes économiques de l'île du Cap-Breton. Ce fut un choc. Par conséquent, l'hôtel

Steingenberger restera dans mon esprit un mauvais souvenir, parce que j'y ai reçu de mauvaises nouvelles.

J'ai lu les documents budgétaires, ce jour-là, comme je n'avais jamais lu des documents budgétaires auparavant, car je les avais dans l'avion de retour et j'ai eu le temps de les étudier sérieusement. De retour au Canada, je me suis saisi des journaux et j'ai eu ma première interprétation canadienne du budget Wilson du 23 mai.

Le premier journal titrait «Essence, cigarettes, boissons, impôts—tout monte»; «Augmentations de taxes—le budget frappe les Canadiens moyens». Un peu plus loin dans la même page un article était intitulé «Selon un groupe de consommateurs le budget frappe les pauvres». Puis «Suppression des surtaxes au sommet des points saillants». Dans les pages suivantes on trouvait. «Taxe sur les aliments pour animaux familiaux et le dentifrice», «15 000 emplois de moins en six ans à la Fonction publique» et «L'économie augmentera de 3,1 p. 100, mais le chômage restera élevé». J'ai lu un autre titre du même journal qui disait, et je dirais que cela ne venait pas de l'opposition libérale «A moins que vous ne gagniez \$10 000, vos impôts vont augmenter». A la page suivante: «Les taxes montent et le pouvoir d'achat du Canadien moyen baisse», «On désire rogner \$2 milliards sur les paiements de transfert», puis un peu plus loin «Les conservateurs oublient leur promesse de pension aux femmes au foyer».

Honorables sénateurs, c'est le premier journal que j'ai lu et cela suffisait à se faire une certaine idée du budget. Le journal suivant ne faisait que confirmer ce que j'avais lu dans le premier. Il disait: «Ottawa augmente le fardeau fiscal. Le budget augmente les impôts». C'est ainsi que j'ai pris connaissance du budget en lisant les journaux canadiens à mon arrivée au Canada. Bien sûr, tout le monde sait maintenant comment interpréter ces manchettes et les premiers à manifester leur mécontentement ont été les citoyens âgés qui, ces derniers mois, ont mené la campagne qui a entraîné la réindexation complète des prestations de retraite.

• (2210)

Honorables sénateurs, il est évident que le gouvernement n'avait pas été mandaté par le peuple pour alourdir considérablement le fardeau fiscal. Non seulement il n'avait aucun mandat en ce sens, mais il avait soigneusement camouflé ses intentions. Voilà pour ce qui est de la concertation. Pourquoi parler de concertation lorsqu'elle ne porte pas sur les principaux éléments de la politique publique? C'est exactement ce qui s'est passé. En réalité, le ministre des Finances a laissé entendre le contraire de ce qu'il a fait, car le 8 novembre, il a déclaré très clairement dans son exposé économique qu'il ne songeait pas à augmenter les impôts. Il a dit très exactement: «Notre objectif immédiat est de réduire le déficit en réduisant les dépenses et non pas en procédant à d'importantes hausses d'impôt.» Nous avons toutefois eu d'importantes hausses d'impôt, ce qui n'a pas empêché le ministre des Finances de répéter sa promesse de novembre dans une interview qu'il a donnée à l'émission Question Period, en mars, où il a répété qu'il n'était pas question d'augmenter les impôts, car cela réduirait la demande.